

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRENEES
SEANCE PLENIERE 4 DECEMBRE 2020
DISCOURS DU PRESIDENT, MICHEL PELIEU



Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Je ne peux ouvrir cette séance sans évoquer immédiatement la gravité de la situation dans laquelle l'Etat nous plonge avec l'annonce de la fermeture des remontées mécaniques pour les vacances de Noël.

Comprenez bien, ce n'est pas le désarroi d'un élu de la montagne que j'exprime, mais bien la colère du Président du Département. Car, soyez en convaincu, ce ne sont pas simplement les exploitants de remontées mécaniques qui sont affectés par cette décision incompréhensible. Ce sont nos vallées de montagne bien-sûr, et au premier chef leurs habitants évidemment, mais plus largement, c'est tout notre département qui va se trouver bousculé, mis à mal, par cette interdiction d'ouvrir les remontées mécaniques, et plus largement les hébergements et principaux équipements des stations.

Souvenez-vous de l'analyse socio-économique du département produite dans le cadre du Projet de Territoire. Elle pointait le rôle prépondérant de la zone montagne et de son activité, particulièrement l'hiver, pour générer des ressources pour l'ensemble du département.

L'activité touristique hivernale permet à la montagne de capter efficacement les richesses. Ces recettes sont ensuite réinjectées dans l'économie locale, sur l'ensemble du territoire, bien au-delà de la zone montagne, sous forme de dépenses courantes, auprès des commerçants, des concessionnaires, des artisans, des professions libérales, etc...

Elles sont indispensables pour maintenir l'activité et l'emploi. Lorsque les saisons d'hiver sont mauvaises, c'est toute l'économie départementale qui souffre et pas uniquement l'économie des vallées.

Les stations de ski ne sont pas de simples entreprises, elles constituent l'armature économique et sociale de notre territoire. Les affaiblir, c'est déstabiliser tout un territoire.

Les faits sont simples. Le produit d'appel l'hiver à la montagne, c'est le ski, c'est le domaine skiable. Même si, les clientèles évoluent dans leur pratique. Même si, pendant leur séjour, les clientèles skient moins longtemps, et moins souvent, elles viennent en nombre parce qu'il y a le ski. Tout le reste n'est qu'accessoire. Tous les discours qui prétendent qu'il faut réinventer l'économie du tourisme hivernal sans le ski, tous ces discours ne sont que pure idéologie.

Distrayante, séduisante, politiquement correcte... mais cela n'est que de l'idéologie et on ne remplit pas les tiroirs caisse avec de l'idéologie, pas plus qu'on ne crée de l'emploi ou on aménage efficacement les territoires.

Dans une saison d'hiver, il y a deux principales périodes : les vacances de Noël et les vacances de Février. En supprimer une sur les deux, c'est condamner le territoire et ses acteurs à des pertes considérables qui ne se résoudre pas avec la politique du carnet de chèques telle qu'elle se pratique aujourd'hui.

A la solution des aides (qui alimentent une dette sans fin qui ampute chaque jour un peu plus notre avenir), nous opposons notre capacité à agir et à le faire de façon rigoureuse face aux risques sanitaires.

Les stations avaient travaillé à la mise en place de protocoles sanitaires exemplaires validés par les ARS. Elles étaient en train de se doter de stock important de tests antigéniques afin de dépister rapidement. Un protocole était en cours de validation pour identifier et isoler rapidement les cas positifs.

Et au-delà

Comment peut-on raisonnablement penser qu'on est plus en danger au grand air, dans une file d'attente d'un télésiège, harnaché de casque et masques en tout genre, qu'à la caisse d'un magasin IKEA un samedi après-midi ou dans une rame de métro à Paris.

Malheureusement, je déplore également que les décisions nationales aient été largement inspirées par la situation savoyarde avec ses grosses usines à neige et ses hôpitaux saturés.

Je n'ai rien contre la Savoie, mais nous savons tous, et on nous le rappelle assez souvent à nos dépens, nous ne sommes pas dans la même catégorie. Non, tout n'est pas égal partout. Mais, pourtant, malgré les grandes déclarations, les décisions continuent à être les mêmes pour tous.

L'expérience de terrain et l'écoute des territoires revendiquées par le 1^{er} Ministre ne sont qu'un leurre. Les décisions continuent de se prendre loin du terrain. A l'image des dizaines de milliards d'euros annoncés pour le plan de relance, mais dont on ne voit pas très bien comment ils vont descendre jusqu'aux acteurs les plus touchés par la crise, et notamment le secteur du tourisme, les commerçants, les artisans, les PME.

Avec Lourdes, les stations de ski forment les piliers de notre économie touristique, essentielle à notre département. Le marasme de Lourdes et la fermeture des stations à Noël sont un coup dur pour notre territoire, déjà affecté par les difficultés de ses entreprises sous-traitantes de l'aéronautique, et la désastreuse saison thermale.

L'aéronautique, Lourdes, le thermalisme, les stations de ski, tout ce qui constitue en temps normal les atouts des Hautes-Pyrénées se trouve frontalement impacté par le COVID.

Les dégâts sociaux se font déjà sentir. Nous accompagnons avec nos moyens, autant que nous pouvons, les personnes touchées par cette catastrophe économique. Plus 2 millions d'euros votés en septembre pour le RSA. Plus 1 million d'euros seront votés aujourd'hui. Ce qui porte à 36 millions d'euros le montant total de RSA distribué cette année. Et ce n'est que le début de la spirale de l'appauvrissement.

L'Etat doit maintenir l'ensemble des dispositifs de soutien immédiat pendant les interdictions ou restrictions d'activités. Il doit apporter des mesures de soutien notamment aux salariés en fin de droits et aux saisonniers.

Mais, pour sortir de cette spirale d'appauvrissement, le plus important sera de retrouver la liberté de travailler. Il faut arrêter le désastre des interdictions générales qui paralysent la vie sociale et économique, mais contrôler et sanctionner ceux qui le méritent. Je suis resté très mesuré jusque là sur la question du COVID, considérant que, dans ce domaine, la critique est aisée et l'art difficile. Mais, aujourd'hui, je considère que l'Etat fait fausse route.

Après ces considérations économiques et sociales, nous évoquerons également aujourd'hui des préoccupations plus environnementales avec l'entrée du Département au capital de la SEM HaPy Énergie et la création d'un guichet unique à destination des habitants pour la rénovation de l'habitat. L'objectif de ces deux mesures est de poursuivre nos efforts pour réduire notre empreinte carbone et produire de l'énergie renouvelable.

Je vous rappelle que les 104 centrales hydroélectriques de notre territoire assurent une production d'énergie nécessaire à la consommation domestique annuelle d'une ville d'1 million d'habitants, l'équivalent de Lyon et Toulouse réunies. Ce qui fait déjà de nous un territoire à énergie positive qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Avec la SEM HaPy Énergie, nous allons poursuivre la production d'énergie propre. 11 projets sont déjà prévus dans les 5 ans à venir. 11 projets de production photovoltaïque d'une puissance totale de 48 MW environ. Ce qui permet de couvrir les besoins en électricité de 48 500 habitants chaque année, soit plus que la population de Tarbes, et d'éviter le rejet dans l'atmosphère de 32 000 tonnes de CO2 tous les ans.

Le guichet unique permettra quant à lui de faciliter et accélérer la rénovation énergétique des logements privés des habitants des Hautes-Pyrénées pour, in fine réduire leur consommation d'énergie fossile.

Je vous remercie pour votre attention, je vous propose de passer à l'examen des dossiers à l'ordre du jour sans plus attendre.

Michel PÉLIEU,
Président du Département des Hautes-Pyrénées